



PASTORALISME ET ALIMENTATION DU BETAIL AU SENEGAL

DES MANQUEMENTS DANS LES POLITIQUES FOURRAGERES

Après un an d'exercice, la campagne de culture de fourragère 2012 au Sénégal n'a pas donné les résultats escomptés. Beaucoup de manquements liés au retard de la mise en place des intrants, au taux élevé de mauvaises graines et à la non maîtrise de la technique culturale ont freiné les attentes du programme.

LIRE PAGE 4



✓ PASTORALISME

A la Laiterie du Berger, on prend les vaches pour des cochons 4



✓ DANGALMA

Bouso Ngom, femme chef de village 2



✓ AFROEATS

100 élèves chez Mayéfood du Convivium Lek Megnef Sénégal 5



Au village,
 pour votre énergie
 solaire,
FLORIDIA
 vous éclaire



Groupes Electrogènes, Motopompes

FLORIDIA,
 une envie solitaire,
 une solution solidaire

Responsable général pour le Sénégal : Souleymane BASSOUM

YOFF VIRAGE - Lot 79 - Route de l'aéroport LSS à côté du resto LE DAKAROIS
 Tél : 33 865 28 33 - Email : floridiaafrique@orange.sn



✓ **Campagne agricole 2012/13 :
Abdoul Mbaye annonce la diminution des subventions agricoles**

(APS) - Le gouvernement du Sénégal a opté pour une diminution des subventions, lors de la prochaine saison agricole, en réorientant les allocations vers l'accroissement des rendements et de la productivité, a annoncé mardi le Premier ministre Abdoul Mbaye.

"Le gouvernement a choisi de s'inscrire dans une démarche de subventions dégressives et une réorientation des allocations vers les acteurs qui participent à l'accroissement des rendements et de la productivité, notamment, les semences certifiées, les engrais de qualité et le matériel agricole de qualité", a-t-il dit lors d'un conseil interministériel.

La réunion consacrée à la prochaine saison agricole a réuni autour du Premier ministre, les membres du gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les professionnels de l'agriculture et les opérateurs privés. Le Conseil interministériel a fait des recommandations concernant les semences, les engrais, la lutte phytosanitaire, la réhabilitation des aménagements agricoles, le stockage, la conservation et la commercialisation des produits agricoles. "S'agissant des semences et des engrais, il est recommandé au ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural de veiller à ce que les commissions de réception et de distribution au niveau national et local soient mises en place, avec un principe simple d'élargir au maximum pour qu'il y ait de la transparence", a indiqué Abdoul Mbaye.

Les participants ont suggéré de "prendre des dispositions appropriées", en relation avec les ministères des Forces armées, de l'Intérieur et du Commerce, pour empêcher la fuite des graines subventionnées vers les pays voisins. Le Premier ministre a insisté, en collaboration avec l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) sur "la mise en place d'un système fiable d'informations permettant d'établir des prévisions, une évaluation des productions correctes et fiables et un bon ciblage des produits subventionnés". "S'agissant de l'équipement agricole, sur une instruction du président de la République, une ligne de crédit va être utilisée au Brésil. Elle va permettre le financement d'un lot important d'équipements", a ajouté Abdoul Mbaye qui a plaidé pour la reconstitution du capital semencier.

"Quand on parle de capital semencier, on parle de semences certifiées (...). On doit accélérer la production de semences certifiées. Cela est nécessaire et on doit associer les gros producteurs", a-t-il précisé.

✓ **Le 11e FED fixé à 30,5 milliards d'euros**

(Jade/Syfia) Le montant de l'enveloppe d'aide aux ACP sur le 11e FED (Fonds européen de développement) pour la période 2014-2020 a été fixé à 30,506 milliards d'euros, soit environ 20 mille milliards de F cfa, malgré un contexte économique tendu en Europe, a appris Jade/Syfia auprès de la Commission de l'océan Indien (COI).

Le Commissaire au Développement de la Commission européenne, M. Andris Piebalgs a fait cette confirmation lors la 10^{ème} réunion des ministres Ordonnateurs nationaux et régionaux sur la coopération Union européenne (UE) - Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) les 17 et 18 avril à Bruxelles en Belgique. Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, qui a aussi participé à la réunion, a dit que l'UE contribue aux deux tiers des financements de la COI qui initie d'importants projets d'avenir touchant, entre autres, à la connectivité maritime, aérienne et numérique, à la sécurité alimentaire et la production agricole, aux énergies renouvelables et à la biodiversité. A cette occasion a été élaborée aussi une lettre formelle demandant aux membres du parlement européen le retrait de l'amendement qui avance la date de conclusion des APE complets au 1er octobre 2014, selon la COI.

L'avancement du calendrier pour l'entrée en vigueur des APE complets au 1er octobre 2014 exclu un certain nombre de pays d'Afrique de ce mécanisme de commerce à tarifs préférentiels.

✓ **Dix milliards de F cfa de la BM pour appuyer la sécurité alimentaire et l'élevage**

(APS) - La Banque mondiale a approuvé un don de 20 millions de dollars soit 10 milliards de F cfa à l'Etat du Sénégal, dans le cadre d'un financement supplémentaire au Programme de développement des marchés agricoles du Sénégal (PDMAS), a appris l'APS, lundi, auprès de l'institution financière.

Un communiqué transmis à l'APS indique que "ce don sera financé par le biais du Fonds fiduciaire de réponse à la crise des prix des produits alimentaires (FPCR MDTF), dans le cadre du Mécanisme de financement du programme de réponse à la crise alimentaire mondiale (PRCM)". Cité dans le document, Jean-Philippe Tré, chargé du programme à la Banque mondiale a déclaré que "ce financement approuvé le 9 avril dernier vise à contribuer davantage à l'augmentation de la production de riz et à l'amélioration de la compétitivité de la production animale dans les zones du projet". Selon le communiqué, "le financement supplémentaire contribuera directement à la réhabilitation de 7 400 ha de périmètres irrigués dans la Vallée du Fleuve Sénégal et de 3 380 ha dans la Vallée de l'Anambé, y compris 200 ha de bas-fonds". Le financement appuiera également "l'acquisition de matériel agricole, l'amélioration des conditions de commercialisation du riz et l'amélioration de la production animale dans la région de la Casamance". Le document rappelle que le PDMAS a reçu son premier financement de la Banque mondiale en 2006 avec un crédit de 35 millions de dollars. En réponse à la crise alimentaire de 2008 au Sénégal, le programme a bénéficié d'un financement supplémentaire de 10 millions de dollars (environ 5 milliards de F cfa), en juin 2010. L'objectif était d'appuyer

"l'augmentation de la production rizicole nationale pour atténuer la forte volatilité des prix de cette denrée et la vulnérabilité de la balance commerciale du pays", explique le texte. Il souligne que "la date de clôture du projet sera prorogée au 31 décembre 2014 afin de couvrir la période de mise en œuvre de ce financement supplémentaire". Selon la BM, "le PDMAS a déjà atteint ses objectifs en termes d'exportation de fruits et légumes (12 000 tonnes par an) et de production locale d'oignon et de banane qui couvre respectivement 65 % et 71 % du marché domestique".

Elle fait observer que "l'appui du PDMAS à la production rizicole a permis une augmentation de la production locale de riz de plus de 34 000 tonnes en 2012".

✓ **Renforcement des systèmes semenciers en Afrique de l'Ouest :
La CEDEAO s'appuie sur le CORAF/WECARD**

(Jade/Syfia) - Le Conseil Ouest et Centre Africain pour la recherche et le Développement agricoles (CORAF/WECARD), branche technique de la CEDEAO en matière de recherche et développement agricoles depuis 2005, a été mandaté depuis le 27 mars 2013 par le Président de la Commission de la CEDEAO, pour coordonner la mise en place des Comités Nationaux des Semences dans les 17 pays de l'espace CEDEAO-UEMOA-CILSS, apprend Jade/Syfia dans un communiqué reçu à sa rédaction. Selon ce communiqué, le CORAF/WECARD a été chargé de coordonner les activités du Comité Ouest Africain des Semences (COASem) ainsi que celle de l'Alliance pour une Industrie Semencière en Afrique de l'Ouest (en anglais, Alliance for Seed Industry in West Africa (ASIWA)). Ces nouvelles missions permettront au CORAF/WECARD de renforcer les systèmes semenciers en Afrique de l'Ouest pour une période transitoire de cinq (5) ans. Ce choix s'inscrit dans une dynamique d'amélioration des systèmes semenciers de la sous-région dont les manifestations les plus importantes sont : l'adoption par la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, de principes et règles convenus, relatifs au contrôle de qualité, à la certification et à la commercialisation des semences végétales et plants, l'adjudication, après appel d'offres, au CORAF/WECARD, du Programme Semencier pour l'Afrique de l'Ouest (West Africa Seed Program (WASP) ainsi que la signature par la CEDEAO, du règlement d'exécution établissant le COASem, en juin 2012. Ces nouvelles responsabilités sont une marque de reconnaissance du rôle du CORAF/WECARD dans l'amélioration durable de la productivité, de la compétitivité et des marchés des produits agricoles dans la sous-région. C'est aussi une preuve de la confiance accordée à l'Association par les Communautés économiques régionales. Le CORAF/WECARD, rappelle-t-on, est membre du Forum pour la Recherche agricole en Afrique (FARA). Sa mission est de parvenir à des améliorations durables de la productivité, objectif majeur PDDAA, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

✓ **COLLECTIVITÉ LOCALE :
Bouso Ngom, élue chef de village de Dangalma 1**



Madame Bouso Ngom, présidente régionale du Groupement de promotion féminin (Gpf) de Diourbel, membre du Cncr (Conseil national de concertation et de coopération de ruraux) et du Parti Socialiste (Ps) dont elle est membre de son Bureau politique (Bp) a été élue, le 26 mars dernier, chef de village Dangalma 1 (100 km, Est de Dakar), dans le département de Bambey, a appris Agri Infos auprès de l'intéressée.

Selon le nouveau chef de village, le scrutin s'est déroulé au siège de la Communauté rurale de Dangalma dans la démocratie et la transparence, en présence du sous préfet de l'Arrondissement de Ngoye et des notables du village. "J'ai eu 94 voix et mon adversaire, monsieur Madiémé Ndiaye le sortant, en a eu 80. Il y avait 10 bulletins nuls", a déclaré avec beaucoup d'humilité Bouso Ngom, la cinquantaine révolue.

A Dangalma même où elle est originaire, cette femme de conviction, voudrait remporter la bataille du développement local. Ses impressions après ce vote, Bouso confie : "En tant que femme, je suis fière de mon élection comme chef de village. Je travaillerai en sorte que Dangalma, réputé pour sa célèbre gare et son marché forain, dépasse là où il est aujourd'hui en m'occupant au plus vite des questions de santé et d'éducation. C'est la première fois qu'une femme soit élue chef de village dans cette contrée et j'ai senti une grande adhésion autour de ma modeste personne."

En effet, après sa victoire, Bouso a organisé une rencontre avec les chefs de carrées (les chefs de concessions du village : Ndlr) de Dangalma 1. Une première rencontre qui, selon la nouvelle élue, présage de belles perspectives d'une bonne gouvernance participative. Car, sur les 120 chefs de carrées venus répondre à son appel, 70 ont décidé de payer illico la taxe rurale (l'impôt rural que ne paient pas souvent les paysans : Ndlr). A la mi-avril, indique Bouso, ils étaient au total 102 chefs de carrées ayant décidé à s'acquiescer de cette taxe rurale, soit près de 200 000 F cfa, contre à peine 50 000 l'année dernière. Ce qui est une première dans ce village de plus de 2100 âmes où l'on compte bien soutenir cette femme, une véritable battante pour le développement local. "C'est un bon signal pour la gestion participative du village, notamment en direction des femmes rurales et des jeunes, souvent tentés par l'exode et l'émigration en Europe. Je veux mettre Dangalma sur les rails du développement", souligne Bouso Ngom, satisfaite de sa victoire.

MADIENG SECK

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE - Cheikh MBAYE (Stagiaire)

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRETARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

FAIM ZÉRO AU BRÉSIL

Interview de Mme Muriel Saragoussi

A l'issue de la rencontre régionale (26 avril à Dakar) sur le thème « Faim Zéro au Brésil : apprentissage croisé pour atteindre l'objectif Faim Zéro en Afrique de l'Ouest », Madame Muriel Saragoussi, Coordinatrice de la Campagne Cultivons de OXFAM au Brésil a répondu aux questions de l'ipar.



décision d'en haut, c'est une décision d'ensemble au sein de laquelle tout le monde travaille dans ce sens.

Quels sont les autres acteurs à impliquer dans ce processus ?

Sans doute la société civile, les mouvements sociaux, les agriculteurs à travers leurs représentations qu'il faut soutenir et accompagner. Il faut que l'académie des chercheurs s'implique davantage ainsi que le secteur privé. Il faut savoir quels sont les acteurs impliqués, quelle est l'orientation de ce travail ? Si c'est une orientation où les producteurs assurent la totalité de la production ou si c'est une organisation où le secteur privé prédomine. Dans ce dernier cas la durabilité est remise en question parce qu'il suffit que quelqu'un paye un prix un peu plus fort ailleurs pour que toute la dynamique soit faussée. Il faut que le travail se fasse à partir de la société et des producteurs sénégalais.

Il a aussi été question au cours de cette rencontre de l'absence de valorisation des produits locaux. Selon vous qu'est ce qui devrait être fait à ce niveau ?

Il n'y a aucun doute que les produits locaux sont les plus adaptés non seulement à la production mais aussi aux coutumes de la région. Dépendre d'un produit qui vient d'ailleurs c'est toujours dépendre des autres, d'un argent qui doit se gérer à partir d'on ne sait où. En plus la question culturelle est fondamentale pour que les gens aient une identité qui leur permette réellement de vaincre la faim qui existe dans le monde. Pour que la faim disparaisse il faut que les personnes mangent ce qu'elles aiment manger. Manger ce n'est pas seulement mettre un aliment à l'intérieur mais c'est toute une culture, toute une histoire, toute une vie.

HUMEUR !

«Brésil faim zéro» : Un succès history qui séduit les Sahéliens

(Jade/Syfia) - A la fin de son brillant exposé sur le processus du programme «Brésil faim zéro», Mme Muriel Saragoussi d'Oxfam Brésil et coordinatrice de Campagne «Cultivons la terre» a été fortement acclamée. Les participants à cet Atelier de partage tenu fin avril à Dakar, ont été frappés par l'humilité avec laquelle le processus a été présenté. D'autres, avec leur sagacité d'esprit, avaient remarqué que Mme Saragoussi n'avait nulle part dans son exposé prononcé le nom de Lula. L'ancien président de la république et initiateur de ce projet salvateur, a, en effet, fait sortir 28 millions de Brésiliens de la misère et 36 millions sont entrés dans la classe moyenne. Dans son exposé Mme Muriel Saragoussi avait souligné qu'en 2003, 44 millions de personnes avaient faim au Brésil et 70% de l'alimentation des Brésiliens venait de l'agriculture familiale et paysanne. La coordinatrice de la Campagne «Cultivons la terre» soutient qu'il n'y a pas de politique publique qui se met en place, mais un processus et dans celui-ci, il faut un changement d'attitude et d'instruments de l'Etat. Dans cette optique, elle critique l'attitude des bailleurs de fonds. Selon elle, ces bailleurs veulent des résultats immédiats, or, pour y arriver, il faut des années de travail. «Il faut être capable de miser sur l'organisation sociale. Au Brésil, 49 programmes et actions gouvernementales avaient été articulées», indique-t-elle. L'expérience brésilienne «Faim Zéro», initiée par l'ancien président Lula, a traversé les frontières. En effet, en 2012, les nations unies ont lancé le «défi Faim zéro» et plusieurs pays et régions du monde tentent d'appliquer cette démarche. Ce succès story, le Brésil le doit à ses populations qui ont accepté de travailler dans une large concertation citoyenne avec l'Etat qui a mobilisé l'ensemble de ses services concernés...

A méditer !

Vous venez de faire un exposé sur la stratégie Faim zéro au Brésil, quelles ont été les principales conditions de la réussite de cette stratégie ?

La principale condition réside dans le fait que la société brésilienne avait déjà un certain nombre d'expériences pilotes qui ont été, à partir d'une volonté politique, mises comme une priorité centrale du gouvernement brésilien. Au moment où la décision a été prise d'en faire une priorité, tous les ministères ont été déployés et il y a eu une coordination centrale, avec comme principe, l'idée du droit, et du droit humain à une alimentation adéquate. Donc tous ont travaillé ensemble ; le gouvernement, tous les ministères, et la société civile. La participation sociale a été au cœur de la politique publique et de la volonté publique.

Pensez-vous que les conditions soient réunies en Afrique de l'ouest pour transposer cette stratégie ? Sinon qu'est ce qui manque ? Que proposez-vous comme solution ?

Ce que je connais de l'Afrique de l'ouest c'est ce que j'ai entendu depuis une semaine à travers les différentes présentations qui ont été faites. Cela fait une semaine que je suis à Dakar, je discute avec mes collègues qui travaillent dans la région donc je parle comme une personne qui n'a pas une expérience directe sur l'Afrique de l'ouest. Ce que je constate c'est qu'il existe des politiques et des cadres théoriques pour assurer une réus-

site d'une stratégie faim zéro. Ce qui manque, c'est la mise en œuvre et cela me paraît le point central, les choses n'ont pas encore été mises en œuvre et il manque une participation sociale, une transparence et il faut que cela soit une priorité transversale. La faim n'est pas une question des ministères de l'agriculture, ce n'est pas une question de production d'aliments, c'est plutôt une question d'accès à l'alimentation et de production d'aliments, donc il faut une contribution de toute la société pour accompagner la mise en œuvre de cette stratégie.

Pour le cas du Sénégal, le PM vient d'annoncer l'engagement du gouvernement à mettre en place cette stratégie. Pensez-vous que la seule volonté soit suffisante ?

En plus de la volonté affichée, il faut qu'il mette tous ses ministères à contribution pour que la stratégie soit une réalité sans oublier de prendre la société civile sénégalaise comme partenaire dans cette stratégie. Pour une bonne réussite il faut de la volonté publique, cela est d'ailleurs primordial. Une chose c'est d'annoncer le programme, mais une autre est de le mettre en œuvre, et cela exige le partenariat avec la société civile. Il n'y a pas de solution magique. Nul n'a le pouvoir de le faire d'une manière magique. Cela ne peut se réaliser que si la politique pensée au niveau supérieur descend vers le bas, au niveau de la société. Et surtout que la société soit une partie prenante. Ce n'est pas une

Une nouvelle méthode pour mesurer la faim et l'insécurité alimentaire

(Jade/Syfia) La FAO va tester une nouvelle méthode, plus rapide et plus précise, pour mesurer la faim et l'insécurité alimentaire dans le monde, a appris Jade/Syfia auprès de l'Institution onusienne.

Cette nouvelle approche consiste à recueillir des informations sur l'ampleur et la gravité de la faim ressentie par les personnes exposées à l'insécurité alimentaire au moyen d'une enquête annuelle élaborée avec soin, menée en collaboration avec l'institut de sondages Gallup.

L'Organisation testera ce projet pilote *Voices of the Hungry* dans quatre pays pilotes: l'Angola, l'Éthiopie, le Malawi et le Niger. Ces pays se sont attelés à éliminer totalement la faim, conformément au défi *Faim zéro* lancé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon.

Il est prévu d'élargir par la suite l'enquête à 160 000 personnes interrogées dans plus de 150 pays dans le cadre d'un sondage mondial Gallup, et de publier chaque année les résultats actualisés, pays par pays. Ce projet, d'une durée de cinq ans, permettra d'établir une nouvelle norme certifiée par la FAO pour le suivi de la sécurité alimentaire, facilement transposable dans d'autres enquêtes sur les ménages.

Un outil essentiel dans la lutte contre la faim

«Cette méthode innovante constituera un outil essentiel pour les pouvoirs publics, la société civile et les organisations internationales dans leur lutte contre la faim», explique M. Jomo Sundaram, Sous-Directeur général de la FAO responsable du Département du développement économique et social. «Elle sera aussi décisive pour renforcer la responsabilité des gouvernements et les encourager à s'engager en faveur de l'élimination de la faim». Malgré de récentes améliorations, la méthode actuelle de la FAO ne permet pas de dresser un tableau complet de la faim dans toutes ses dimensions. A l'heure actuelle, l'Organisation est en mesure d'assurer le suivi des disponibilités alimentaires à l'échelle nationale, notamment en termes d'apport énergétique potentiel, tandis que le nouvel indicateur mesurera l'accès à la nourriture au niveau individuel et donnera une vision plus claire des expériences personnelles de l'insécurité alimentaire. Cette nouvelle approche viendra compléter l'indicateur existant de la FAO sur la proportion de personnes sous-alimentées, élaboré pour mesu-

rer les progrès accomplis en vue de la réalisation du premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici 2015. Ce nouvel outil sera le bienvenu, puisqu'il offrira des informations sur toute une série d'aspects caractérisant l'expérience de l'insécurité alimentaire, plutôt que de se limiter aux apports caloriques.

Huit questions

Dans le cadre du projet *Voices of the Hungry*, des échantillons nationaux représentatifs de 1 000 à 5 000 personnes, selon la taille du pays, seront sélectionnés pour répondre à huit questions portant sur l'expérience de l'insécurité alimentaire par les répondants au cours des 12 derniers mois.

Ces questions sont les suivantes :

Au cours des 12 derniers mois, y a-t-il eu un moment où, par manque d'argent ou d'autres ressources :

1. Vous avez craint de vous trouver à cours de nourriture?
2. Vous n'avez pas pu avoir une alimentation saine et nutritive?
3. Vous avez consommé des aliments peu diversifiés?
4. Vous avez dû sauter un repas?
5. Vous avez mangé moins que ce dont vous estimiez avoir besoin?
6. Votre ménage s'est trouvé à cours de nourriture?
7. Vous avez eu faim mais n'avez pas mangé?
8. Vous avez passé toute une journée sans manger?

Ces questions sont formulées de manière à situer les répondants sur une *Échelle des expériences de l'insécurité alimentaire*, qui distingue trois degrés d'insécurité alimentaire: faible, modérée et grave. Des questionnaires et des échelles similaires ont été utilisés aux États-Unis pour identifier les bénéficiaires de bons alimentaires, et au Brésil pour cibler le programme social *Bolsa Familia*.

«Cette nouvelle initiative de la FAO est passionnante, car elle nous aidera à mieux cerner la gravité de l'insécurité alimentaire, de manière rentable et rapide», estime M. Carlo Cafiero, le statisticien de la FAO chargé du projet. «Elle nous apportera un outil abordable, de surveillance de la faim dans le monde.»

Au lieu de quelques années, le résultat de chaque enquête sera disponible après seulement quelques jours, ce qui permettra à la FAO de prendre un cliché presque instantané de la situation d'un pays au regard de l'insécurité alimentaire.

PASTORALISME

A la Laiterie du Berger, on prend les vaches pour des cochons

Dans le bassin de collecte de la Laiterie du Berger (LdB) à Richard Toll (375 km nord Dakar), deux kilo d'aliment de bétail par vache donne un litre de lait de trait par jour. Mais cet aliment concentré n'est pas de bonne qualité, de même que la canne à sucre et le son de riz. Autres difficultés le manque d'eau et de fourrage, alors que les espèces et la végétation ligneuses ont baissé de 60% sur des sols déjà appauvris.

✱ **PAR MADIENG SECK**

Même si l'expérience de la LdB sur la contractualisation (lire Agri Infos N° 57 Nov/Dec 2012) de collecte de lait de vache avec les éleveurs est à saluer, c'est à ces résultats d'enquêtes qu'ont abouti les chercheurs du Cirad, du Cse, de l'Enea et de l'Université de Ziguinchor et l'IFPRI*. Réunis, mi-avril à l'Isra/Hann sur le pastoralisme, ils participaient à un atelier du projet Mouve sur le concept d'Intensification Ecologique dans

l'élevage (lire encadré).

Outre l'aliment de bétail décrié par les chercheurs, ces derniers ont émis des analyses pessimistes sur la viabilité de la production laitière dans la zone de collecte de la LdB. On sait juste qu'en gros 50 % du lait produit par les vaches est bu par le veau. Mais les chercheurs ont aussi mis l'accent sur la non disponibilité en qualité et en quantité suffisante de l'eau, notamment en saison sèche.



"A l'état actuel des ressources pastorales, l'avenir de la production laitière à grande échelle dans le bassin de collecte de la LdB paraît compromis sans un apport massif et coordonné en saison sèche d'autres ressources telles que les aliments concentrés, la canne à sucre en vert ou les fourrages irrigués", conclut l'étude de Mme Thioro Fall. Les travaux de Mme Fall qui portent sur : "Production herbagère et fertilisation des sols" ont été présentés par le professeur Daouda Ngom de l'Université de Ziguinchor. Ils avaient comme objectif d'évaluer l'état des services écologiques associés à l'élevage. Conclusion, "Les sols de la zone d'étude sont très pauvres en matière organique et les fourrages issus sur l'ensemble des axes ont un faible potentiel de digestion".

Baisse de 60% de la végétation

Toujours dans le cadre de cette notion d'Intensification Ecologique (IE), Ousmane Bocoum et de Marième Seck Diallo du Cse ont travaillé, eux, sur : "Cartographie de la dynamique des unités paysagères dans le bassin de la LdB". Analysant les paysages pastoraux du diéry et du waalo, (Dept Dagana 400 km nord Dakar), par traitement d'images satellitaires des années 1987, 1999 et 2010, ils ont montré des paysages marqués par une progression de l'agro industrie et de l'agriculture familiale, la croissance démographique (animale et humaine), ainsi que le phénomène des changements climatiques qui mettent en danger l'avenir pastoral dans cette zone. Le secteur est également connu pour son manque d'eau: faibles pluviométries (200 à 400 mm), tarissement de mares, peu de forages, accaparement des terres par les cultures irriguées. Conséquence : On remarque une dégradation continue des zones de végétation naturelle et une perte des aires de pâturage mettant en péril les activités pastorales.

Une autre étude, celle du Dr Dendoncker Morgane sur "la structure, la dynamique et l'utilisation de la ressource ligneuse", note la raréfaction des espèces et de la végétation ligneuse qui a baissé de 60%. Selon le chercheur, seules deux espèces (sur 12 recensées) ont résisté aux dégâts anthropiques et dominent aujourd'hui le peuplement ligneux. Il s'agit de *Balanites aegyptiaca* (soump, en Wolof et en peul golteki) et *Boscia senegalensis* (Ndiandam, en Wolof) qui occupent respectivement 47% et 26% de la surface ter-

rière de la zone où 30 éleveurs chefs de campement ont été interrogés.

Au plan économique, les travaux de l'équipe du Dr Abdourahmane Wane du Cirad sur le marché du lait (vendu à 200 F cfa/l à la LdB et la mobilité pastorale souligne la fragilité du modèle dans l'approche de l'IE, face à un environnement d'incertitude. M Wane explique, qu'il y a, chez les éleveurs transhumants, un recours exacerbé au fractionnement du troupeau de vaches laitières, surtout en cas de forte soudure, même si la vente du lait constitue une stabilité dans les sources de revenus. "Quelquefois, un petit nombre de vaches laitières restent au campement pour les besoins d'autoconsommation", rappelle M Wane.

Lait de vache ou lait en poudre ?

Mais l'IE dans le bassin de collecte de lait de la LdB, prend également en compte pas l'aspect nutritionnel. C'est ainsi qu'il a été démontré par l'IFPRI

Au cours des débats, le parcours du bétail, l'IE, la LdB en tant que privé faisant du "Social Business" ainsi que les politiques publiques ont été abordés. Parlant de celles-ci, des participants ont estimé que ces politiques publiques ne sont pas toujours équidistantes des industries laitières nationales dont certaines ne bénéficient d'aucun accompagnement de l'Etat (appui indirect, partenariat, sponsoring, etc.). Sans le dire ouvertement, certains participants pensent que la LdB "bénéficie de faveurs" de bailleurs de fonds (publics ou privés), au moment où d'autres nationaux innove avec de nouveaux produits laitiers qui promeuvent la consommation des céréales locales.

Quant au Dr Thiongane, directeur du Laboratoire national d'Elevage et de recherche vétérinaire de l'Isra (Lnerv) de l'Isra il a interpellé ses collègues sur l'intérêt accordé au lait et non à la production de viande dans le cadre de l'IE. D'autres ont souligné le caractère innovant du partenariat LdB avec la Compagnie sucrière du Sénégal (CSS) qui fournit de la paille de canne à sucre. "On prend les vaches pour des cochons, parce qu'on les nourrit de concentré d'aliments de mauvaise qualité", s'empare le Dr Christian Corniaux du Cirad. Une vive critique suivie d'une dénonciation de certaines pratiques de la LdB vantant son lait naturel, alors qu'elle utilise du lait en poudre. "Chose connue de tout le monde", ont affirmé des participants.

Reste à se demander, si cet atelier d'échanges du projet "Mouve" sur l'IE, fera-t-il bouger les choses à la Laiterie du Berger de Richard Toll ?

***Cirad** Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ; **Cse** Centre de suivi écologique Dakar ; **Enea** Ecole nationale d'Economie appliquée ; **Université de Ziguinchor** ; **IFPRI**, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

CULTURES FOURRAGÈRES 2012 :

Un bilan mitigé après un an d'exercice...

La campagne de culture de fourragère 2012 au Sénégal n'a pas donné les résultats escomptés. Beaucoup de manquements liés au retard de la mise en place des intrants, au taux élevé de mauvaises graines et à la non maîtrise de la technique culturale ont freiné les attentes du programme.

✱ **PAR ABABACAR GUËYE**

C'est le constat du Dr Abbaleye Sall de la Direction de l'Elevage. Madame Sall présentait, début avril au Pôle de recherches du Laboratoire national d'Elevage et de recherches vétérinaires (Lnerv) de l'Isra à Hann à Dakar, le bilan de la campagne 2012 sous la présidence de madame Aminata Mbengue Ndiaye, ministre de l'Elevage.

Devant des producteurs, éleveurs, vétérinaires et zootechniciens venus de l'intérieur du pays, le ministre de l'Elevage a salué ce programme qui contribue à développer et à moderniser ce secteur, en termes de fourrage pour le bétail.

En effet, le cheptel sénégalais est confronté à un problème récurrent d'insécurité alimentaire lié essentiellement à l'insuffisance et ou la mauvaise qualité des pâturages naturels consécutifs à des déficits pluviométriques cycliques. Cet état de fait amène souvent l'Etat du Sénégal à décider de la mise en œuvre d'opération de sauvegarde du bétail qui ne constitue qu'un palliatif à court terme. "Chaque année, nos éleveurs sont confrontés à des problèmes d'aliment de bétail. L'année dernière, le gouvernement a lancé une opération sauvegarde du bétail en subventionnant leur aliment. Près de quatre milliards de F cfa ont été mobilisés pour venir au secours du bétail menacé", indique Mme le ministre.

Production en dents de scies

Evoquant la production fourragère du programme qui est en dents de scie, le Dr Abbaleye Sall l'analyse sous différents aspects. Elle souligne d'abord la faible production qui est de moins d'une tonne/ha. Ensuite, sur les deux tonnes de prébase fourragère distribuées aux 169 producteurs ciblés dans les neuf régions pour exécuter ce programme, certains d'entre eux n'ont pas bien maîtrisé l'itinéraire technique. Elle a en outre évoqué la mise en place tardive des intrants. "Tous ces manquements ont fait que dans certaines zones, sur 120 kg distribués, moins de 200 kilos ont été récoltés, affirme-t-elle. Face à cela, Mme le ministre a soutenu que "On se réunit aujourd'hui pour faire une évaluation, afin de corriger les failles et pérenniser les acquis. L'objectif visé est d'atténuer l'impact négatif du déficit fourragère sur le bétail mais aussi d'assurer une meilleure alimentation du cheptel pendant toute l'année en vue d'améliorer la production et la productivité des animaux".

Cette alimentation du cheptel, le président de l'ordre national des vétérinaires du Sénégal, le Dr Isma Ndiaye la considère comme le premier médicament de l'animal. Cependant, cet aliment pose un réel problème pour les éleveurs. Les réserves sont difficiles à trouver et poussent même certains éleveurs à transhumer avec tout ce que cela entraîne comme conséquences (vol du bétail, insécurité, maladie...). "J'espère qu'à la sortie de cet atelier, des éléments de réponses positifs seront proposés pour améliorer la culture fourragère et éviter aux éleveurs, à une certaine période de l'année, de faire recours à la subvention", souligne le Dr Ndiaye.

L'aliment, 70% des charges à l'élevage.

Une idée que partage le président des zootechniciens, Cheikh Ndiaye. Pour celui-ci, l'aliment constitue 70% des charges à l'élevage. A cet effet, il demande à impliquer les zones les plus reculées pour augmenter la production fourragère. Dans ce lot de contraintes, les intervenants ont également évoqué le choix des zones pour faire la démultiplication, le manque de matériel agricole notamment les motofaucheuses, de problèmes d'interlocuteurs entre la Direction régionale du développement rural (Drdr) et les services de l'Elevage.

Pour sa part, Mme Aminata Mbengue Ndiaye reconnaît que des contraintes existent, mais, suggère-t-elle, cela ne devrait pas constituer un frein, il faut les surmonter. A ce propos, elle a exhorté aux acteurs de prendre en compte tous les points dégagés, de mener des réflexions collectives autour du programme, d'avoir une vaste campagne de sensibilisation pour le réussir. D'ailleurs pour cette campagne 2013, près de 10 tonnes de prébase de semences fourragères ont été collectées, des itinéraires techniques conçus pour augmenter les rendements. Un plan d'actions a été mis aussi en place pour vulgariser et sensibiliser les éleveurs sur ce programme.

Intensification Ecologique : C'est quoi même ?

Dans le cadre du développement durable, le concept d'Intensification écologique (IE) est une nouvelle approche technique qui participe à un nouveau modèle d'agriculture capable de répondre aux enjeux en matière d'alimentation (humaine et animale) et de préservation de l'environnement. Elle a pour but de nourrir beaucoup plus de monde. L'IE joue sur la substitution dans un ensemble élargi de facteurs de production : la terre, l'eau, le travail, le capital d'exploitation, les intrants organiques, les processus écologiques, l'énergie fossile, les savoirs, etc. Il vise à produire plus par hectare (augmentation des rendements) avec un mode de production fondé sur les processus et fonctionnalités des écosystèmes. Le projet Mouve qui travaille sur les systèmes pâturés, cherche une meilleure production de denrées d'origine animale (lait ou viande) par unité des surfaces mobilisées pour l'élevage. Il concerne le Maroc, l'Uruguay, la France et le Sénégal. Mouve travaille sur quatre tâches : les attentes des acteurs, les actions collectives dans un territoire, les transformations ou les modifications dans les territoires et la quantification des services des écosystèmes.

M S

Des professionnels de l'alimentation pour revitaliser la cuisine africaine

PAR ABABACAR GUËYE

La pertinence et l'opportunité d'Afroeats constituent une démarche novatrice parmi les nombreuses innovations riches et variées que nos compatriotes, installés à l'extérieur, apportent au continent et en particulier à notre pays, a magnifié le Premier ministre Abdoul Mbaye.

C'était à l'ouverture du festival international des produits locaux et de la cuisine africaine, tenu à Dakar du 29 avril au 05 mai. Près de 60 entreprises d'opérateurs et opératrices de l'agroalimentaire et de promotions de services connexes, des chefs cuisiniers venus des Etats Unis et d'Afrique avaient pris part à cet événement de promotion de l'art culinaire des produits locaux.

Au Grand Théâtre où se déroulait cet événement, le chef du gouvernement a souligné l'importance de la cuisine comme débouchés de la production agricole. En effet, il affirme que son rôle n'est pas seulement culturel, social et nutritionnel, mais la cuisine est aussi

économique dans un contexte où le continent doit se donner comme première priorité, celle de nourrir sa population par des produits agricoles suffisantes. A ce propos, le premier ministre indique que "L'Afroeats se tient dans un contexte international inquiétant pour la sécurité alimentaire. D'après les statistiques récentes, près de 800 millions de personnes ne mangent pas à leur faim, au moment où 200 millions de tonnes de nourritures sont jetées dans le monde. Ce tableau sombre risque de s'aggraver surtout en Afrique".

Il souligne que, Afroeats constitue, à cet égard, un bel exemple d'anticipation qui démontre si besoin en est que notre continent est capable de faire face et d'offrir des alternatives nutritionnelles. Selon le Chef du gouvernement, plus de 2000 céréales, légumes et fruits ont été découvertes confirmant ainsi que l'Afrique va devenir le grenier du monde. "Ces op-



portunités économique pour l'Afrique se chiffrent à près de 1000 milliards de dollars US, selon les estimations de la Bm, vont développer des synergies nécessaires et créer des conditions de développement accélérées de l'agri-

culture sur notre continent", poursuit le Pm.

Eviter les bouillons, pas bons la santé

Auparavant, le directeur de l'industrie, Monsieur Ibrahima Basse a remercié l'apport des compatriotes sénégalais établis en l'étranger dont la notoriété sur l'utilisation des produits locaux constitue un motif indispensable de fierté et de confiance en soi. "C'est ce qui nous vaut aujourd'hui d'organiser cette grande rencontre pour démontrer l'apport de notre patrimoine culinaire", souligne M. Basse. Il soutient que cette richesse pourrait créer des emplois nouveaux pouvant naître dans les productions de céréales comme le mil, le maïs, le fonio, l'arachide, etc. leur utilisation dans la gastronomie.

Même si ces produits offrent des opportunités, le chef cuisinier Cheikh Thiam tient quand même à avertir l'assistance sur le patrimoine culinaire qui risque de s'écrouler sous le poids du déracinement. "Beaucoup de produits de notre terroir risquent de disparaître parce qu'ils sont méconnus. En plus nos paysans délaissent la culture de certaines espèces pour se consacrer à l'agriculture de rente", se désole M. Thiam. Toutefois, il a souligné que l'espoir est permis avec la culture des produits comme le mil, le fonio, le moringa (nébaday). Selon ce chef cuisinier, ces produits ont un avenir prometteur grâce à leur énorme qualité nutritive. Ils pourront apporter des solutions concrètes à la famine mondiale. A cet effet, il a suggéré aux populations de réapprendre à cuisiner en s'inspirant de "nos véritables traditions culinaires en évitant d'utiliser les bouillons qui sont nocives à la santé".

A.GUËYE

Une restauratrice sénégalaise prône la cuisine locale



Conserves de sauce de maffé, de riz cuit, du Ndambé en boîte, entre autres, Mme Hughes Mame Awa Mbaye, restauratrice implantée à Dakar, a montré au public venu visiter le premier festival international des produits locaux et de la cuisine africaine Afroeats de Dakar (29 avril-5 mai) ses recettes à base de produits locaux.

de la cuisine africaine, d'Afroeats, constitue un moment d'échanges et les Sénégalais ont adhéré à leur cause, à savoir sensibiliser le public sur l'intérêt de consommer local. Le festival a un avantage aussi bien pour les participants que le public. Il permet de s'ouvrir au monde, tout en consommant les produits halieutiques, sylvicoles et agricoles. Cette professionnelle de la gastronomie qui a fait ses beaux jours au pays de l'Onclé Sam, est très sensible à la promotion du consommé local. A cet effet, elle suggère aux Sénégalais, de travailler ensemble sur les ressources locales qui ont des opportunités d'affaires. Cela va permettre de développer l'agriculture, la pêche, l'élevage, la transformation des produits issus des différentes spéculations et tendre à l'exportation pour s'ouvrir aux autres.

Réorganiser le système agroalimentaire

Une ouverture dont Mme Hughes n'est pas contre car, les gens sont influencés par le reste du monde tout en conservant et consommant les produits issus du terroir. Raison pour laquelle, elle propose aux consommateurs des pizzas à base de plats

locaux comme Ndambé (sauce à base de niébé) et d'autres condiments. "L'idée m'est venue comme ça. Aux Etats Unis, j'avais des problèmes pour trouver tout ça alors, une fois au Sénégal j'ai fait ces produits sous forme de conserve pour faciliter les femmes à bien préparer leur met", raconte-t-elle. D'ailleurs pour faire leur promotion auprès de la population, Mme Awa a ouvert des restaurants à Dakar.

Professionnelle aguerrie Mme Hughes a toutefois décrié certains manquements notés dans ce secteur, par exemple le manque d'organisation des acteurs, la traçabilité et l'accessibilité des produits, leur conditionnement, entre autres. "Notre gros souci c'est en fait la limite des moyens des producteurs, car si nous avons une grande commande, nous avons de la peine à trouver le produit", s'insurge-t-elle. A cet effet, elle souhaite une réorganisation du système agroalimentaire. Beaucoup d'acteurs s'y attellent aujourd'hui à résoudre ce problème. "Aujourd'hui, les femmes se concertent et collaborent avec l'Etat, le ministère de l'Industrie et d'autres structures. Les jalons sont entrain d'être posés avec la création de réseaux céréaliers entre autres", souligne la propriétaire de Mawafoods industries.

Dans son stand, des boîtes de conserves sont bien rangées sur une table. Taille moyenne, teint noir, Mme Hughes dite Mawa Food est une professionnelle de l'agroalimentaire et de la restauration. Durant l'Afroeats, elle a présenté aux visiteurs ses différents plats prêts à emporter comme des hamburgers, du riz au poisson en boîte. Sur les raisons de sa présence à Afroeats elle dit ceci : "Je suis présente en tant que professionnelle de l'Agroalimentaire. C'est mon milieu naturel, car je m'investis sur la promotion des produits locaux surtout les condiments, la restauration. J'assure la restauration des conférenciers. Nous servons uniquement des plats inspirés de la gastronomie sénégalaise et des boissons aux saveurs locales", confie-t-elle avec un large sourire.

Pour ce membre du Comité d'organisation premier festival international locaux et

100 élèves ont dégusté des plats locaux de Mayé Food

(Jade/Syfia)- "J'ai bien apprécié le yassa poulet. Le riz, l'oignon et les autres condiments sont tous des produits locaux", se félicite Ibrahima Ba, élève en classe de troisième au Lycée Macodou Sangué Sall de Kébémér, dans la région de Louga. Non loin de ce jeune garçon, Mbayang Syll en classe de Ce1 à l'école élémentaire de Yenn Ditax, dans la zone de Diamniadio à Dakar ne tarit pas d'éloge sur les menus que vient de leur proposer la restauratrice Mayé Ndour, membre depuis 2004 du Convivium Lek Ménégné Sénégal de l'Association Slow Food international.

C'était à l'occasion du festival international des produits locaux et de la cuisine africaine, Afroeats qui s'est déroulé du 29 avril au 5 mai à Dakar.

Près d'une centaine d'élèves venus de Kébémér, Thiès et Dakar ont effectué une sortie pédagogique initiée par l'Association socio-culturelle italienne basée à Dakar. "Ces élèves ont goûté et compris le sens de cultiver et de manger les produits locaux. Nous allons continuer à les sensibiliser pour les inciter à consommer local", explique la coordinatrice des acti-



tivités du projet Mme Coumbaly Diaw. Pour poursuivre "Nous avons tenu à initier cette visite pédagogique pour leur montrer que tout ce qu'ils avaient cultivé, appris dans le jardinage, ils les retrouvent ici".

Evoquant les visites des stands, bon nombre d'entre eux sont fascinés de la qualité des

produits transformés et des menus. D'ailleurs Ibrahima soutient qu'il sera un des défenseurs du consommé local. "Consommer ces produits, c'est aimer ce qui se fait au niveau local. C'est aussi respecter nos parents paysans", avance-t-il, sous le regard attentif de ses amis.

Sous une tente dressée où ils avaient pris

place, le jeune Séga Niang chante les louanges des produits locaux comme le fonio qu'il vient de découvrir. Une satisfaction notée aussi chez leurs enseignants. "Nos élèves ne connaissaient pas le fonio, ils l'ont découvert et appris son apport nutritionnel", se réjouit M. Faye.

De son côté, la restauratrice Mayé Ndour salue l'initiative du projet et invite les potaches à servir de relais pour vulgariser la promotion du consommé local dans leur zone respective. "Chacun doit y jouer sa partition, les restauratrices, les enseignants, les Ong, les parents. C'est toute une chaîne qui doit y travailler pour arriver à changer les habitudes alimentaires", a lancé Mayé Ndour à l'endroit de l'assistance. Cette idée est partagée par la coordinatrice Coumbaly Diaw. Pour elle, ce projet est une initiative d'éducation à la souveraineté alimentaire. C'est des actions de sensibilisation et les cibles sont les élèves, parce qu'ils constituent une couche sensible et vulnérable.

Des jeunes, comme l'avait expliqué à l'ouverture de Afroeats, le Premier Ministre, dont il est plus aisé de changer des attitudes alimentaires par rationalité mais aussi par civisme.

Foire internationale de Saint Louis : Une réussite mais...

Producteurs, transformatrices, industriels, fabricants d'intrants, etc. ont répondu à la Commune de Saint Louis qui a organisé sa première édition de la foire internationale. Un événement où les exposants ont tiré leur épingle du jeu malgré les difficultés notées çà et là.

✱ PAR ABABACAR GUÈYE

"Nos jus de tamarin, de bouye, le riz parfumé, etc ont été bien vendus durant cette foire de Saint Louis", avoue madame Mélou Sow.

Ce membre de la Coopérative des femmes transformatrices des produits locaux de Saint Louis participait à la première édition de la foire internationale organisée par la Commune de la Vieille ville du 8 au 12 avril. Thème de cette édition "l'Agriculture à la croisée des enjeux de l'innovation technologique et de la compétitivité".

Plus d'une vingtaine d'exposants avait pris part à cette rencontre. En cette matinée d'avril, quelques visiteurs sillonnent les stands. Dans celui de Mme Mélou Sow, jus, savons, poissons fumés et sacs de riz sont étalés à l'entrée. Assise au milieu de deux femmes, Mme Sow, par ailleurs, présidente du groupement des femmes Soxali Léona est ravie de la tenue de cette foire. En effet pour elle, cet événement est un

moment fort pour nouer des partenariats avec es autres exposants. "Nous avons beaucoup échangé avec les représentants de l'Institut de technologie alimentaire sur les techniques de transformation, sur l'emballage, sur la formation et autres", affirme Mme Sow.

De son côté, la Coordinatrice du Pasa/Pad (lire ailleurs), Sophie Fall, affirme que c'est un moyen de commercialiser les produits du terroir. En effet, les femmes venues de Walo et du Fouta que sa structure encadre, ont écoulé leurs produits (riz, maïs, patate douce, etc). "Près de cinq tonnes de produits ont été écoulés à l'espace que trois jours", se réjouit-elle. Pareil pour ce visiteur Mamadou Samb qui vient d'acheter un sac de riz de 25 kg à 12 000 F cfa. Pour ce consommateur, la foire peut avoir à l'avenir un impact économique. Cependant, suggère-t-il, "il faut que les organisateurs songent à diversifier les acteurs et infor-



mer davantage la population".

Perspective porteuse de ruptures positives

Justement pour valoriser les potentialités agricoles de cette ville, la Commune s'investit, pour le développement économique de son territoire. C'est dans ce contexte que cette foire a été prise. "Il s'agit de promouvoir et partager les meilleures solutions technologiques innovantes et faciliter les échanges commerciaux, d'améliorer l'activité des producteurs urbains agricoles. La foire permet

aussi d'échanger sur les meilleures pratiques internationales qui pourraient inspirer les acteurs locaux dans la transformation et la commercialisation des produits locaux", explique, Thiérikh Ndong de l'Agence de développement communal (Adc) de Saint Louis. D'ailleurs pour poser les jalons, les participants ont, pendant cinq jours, échangé sur des thèmes cruciaux notamment, les nouvelles techniques de transformation et de commercialisation des produits locaux, les innovations technologiques et techniques de production adaptées, les enjeux de l'agro-business dans la vallée du fleuve Sénégal: Potentialités, Compétitivités et Emplois. Des panels que le recteur de l'Université Gaston Berger de Saint Louis, le Professeur Lamine Guèye juge importants. "Cette foire se justifie amplement. Elle doit poser les jalons d'une perspective porteuse de ruptures positives dans la maîtrise durable des systèmes de production agricole de la région de saint Louis", dit-il.

Cependant, si ces points positifs ont été notés, certains exposants ont émis des réserves dans l'organisation. C'est le cas du responsable commercial du Gie Coumba Nor Thiam (Cnt) de Thiagar, Yatma Ndiaye. Pour lui, les populations n'ont pas massivement répondu à cet événement à cause d'un manque de communication. Mamadou Fall, habitant au quartier Sud à Saint Louis est plus radical. "Certains acteurs comme les pêcheurs artisanaux n'ont pas participé à cette foire. Or, on ne peut pas parler de l'économie de Saint Louis sans évoquer la pêche qui est un secteur vital", déplore-t-il. Des préoccupations qui seront prises en compte à en croire le Maire Cheikh Bamba Dièye. "Des secteurs comme la pêche, l'énergie renouvelable, l'information et la communication auront un cachet particulier à la prochaine édition", affirme le ministre-maire.

TROIS QUESTIONS À...

"Intervenir du côté des jeunes et des femmes pour apporter notre contribution à la lutte contre la pauvreté"

...Mme Safiétou Fall, Coordinatrice du PASA/PAD



Agri Infos : Où intervient le PASA/PAD?

Safiétou Sall "Le Programme d'appui à la sécurité alimentaire et d'amélioration de la diversification agricole (PASA/PAD) est installé dans la région de Saint Louis depuis 2011. Il intervient dans les départements Dagana et Podor, pour le compte de huit localités. Nous déroulons ce projet avec l'Amicale Socio Economique Sportive et Culturel des Agriculteurs du WAALO (ASESCAW), le Réseau africain pour le développement intégré (RADI) et la Fédération de groupements et associations des femmes productrices de la région de Saint Louis (FEPRODES). Nous travaillons sur les composantes infrastructures et équipements. Nous essayons d'apporter des réponses à la vétusté des aménagements notée dans nos villages d'intervention. Le

projet a aussi construit des magasins de stockage, de conservation et de conditionnement des produits agricoles. appuie les jeunes et les femmes sur l'aménagement des périmètres irrigués à l'effet de leur permettre d'accroître leurs productions".

Les producteurs d'oignon écoulent difficilement leurs produits, comment le PASA/PAD compte les appuyer?

"Le projet compte appuyer les producteurs d'oignon dans la conservation du produit. L'oignon est un produit très périssable, et nous avons prévu de mettre des séchoirs qui vont permettre aux producteurs de mieux conserver l'oignon".

L'Agriculture n'enchant pas les jeunes, comment faire pour les inciter à retourner vers la terre?

Il faut reconnaître qu'il y'a la précarité en milieu rural, c'est pourquoi le PASA/PAD dans ses interventions a choisi deux cibles prioritaires : les femmes et les jeunes qui sont les groupes les plus lésés aux facteurs de production et aux formations. Le projet est entrain de travailler avec eux sur la diversification des cultures horticoles et la chaîne de valeur riz, en relation avec les partenaires d'exécution et les services techniques compétents.

S'agissant du délaissement de l'Agriculture par les jeunes, j'analyse la situation à différents niveaux : faible capacité d'investissements des jeunes, la vétusté ou l'inexistence même d'infrastructures et équipements agricoles appropriées. Enfin, il faut souligner les problèmes d'accès aux marchés.

Au regard des difficultés identifiées, le projet travaille sur trois composantes : l'octroi d'infrastructures et équipements aux producteurs, la facilitation de l'accès aux marchés et le renforcement des capacités des jeunes et des femmes.

C'est à la faveur de cette deuxième composante que nous sommes présents dans les foires pour accompagner la mise en relation des producteurs et les encourager davantage vers le retour à l'agriculture. C'est ce qui explique notre participation à cette foire internationale de Saint Louis. D'ailleurs, nous avons un niveau de satisfaction par rapport aux ventes des produits, parce que nous avons amené cinq tonnes de produits (riz, maïs, niébé, chou, etc. Et nous en avons presque tout écoulé. Ces produits ont été exposés par des groupements de femmes de Boki, Walaldé, Rosso Béthio, Ronkh, Souloul, Niandane, Ndiarème.

Nos impressions pour cette foire sont bonnes. Je dresse une mention spéciale à l'Agence de développement communal de Saint Louis, la Mairie de la ville, et à tous les partenaires impliqués.

PROPOS RECUEILLIS PAR A.GUÈYE

ABONNEMENT

Nom et Prénom
 Structure
 Adresse
 Tél : Fax : Mail :
 Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

LE VILLAGE DE PAYENNE

Entre le bœuf et le biodigesteur

Payenne, dans la communauté rurale de Koul, près de Mékhé (110 km au nord de Dakar) au cœur du Cayor, fut fondé au XVI^{ème} siècle par Youga Faly Faye. L'homme qui appartenait à l'ethnie sérère était un grand éleveur. A cette époque, dans Payenne, la végétation était luxuriante et le tapis herbacé très fournis. Youga Faly Faye vivait avec Macodou Coumba Djarigne Fall qui fut le roi de Khandane, un village proche de Koul

Un jour, le fils de Macodou, qui s'appelait Sambou, est venu lui demander un repas. Youga Faly Faye lui donna un bœuf. Mais non satisfait de la qualité de l'animal, le fils du chef (**le prince**) sortit son arme et tua un veau, espoir de l'éleveur. La colère s'empare de Youga Faly qui, avec son fusil, tua Sambou le fils de Macodou. Quand Moussé Mboré Dieng le propriétaire des terres fut informé, il alla vite voir Macodou pour lui présenter des excuses. Macodou lui dira de venir vivre à ses côtés, car *"si tu étais là-bas, lui dit-il, ce qui s'est passé ne se serait pas produit"*.

C'est ainsi que Moussé Mboré Dieng est venu s'installer à Payenne au XVII^{ème} siècle et Youga Faly Fall lui, quitta Payenne pour retourner dans son terroir d'origine Thiès.

En venant s'installer à Payenne, Moussé

Mboré Dieng était accompagné : d'un marabout chargé d'enseigner et de propager l'islam, d'un cordonnier chargé de faire les harnais pour les chevaux, les chaussures des combattants. Ce cordonnier était issu de la famille des Mbow ; d'un forgeron pour la réparation des fusils ainsi que les équipements agricoles. Il était de la famille des Thiam. Il y avait aussi un griot pour mémoriser les victoires et chanter la bravoure des combattants du Cayor. Ce griot était de la famille des Samb et était proche des descendants de Moussé Mboré Dieng. L'un d'eux, d'après la légende, préféra prêter allégeance à Maodo Malick Sy ; un marabout chargé d'enseigner et de propager l'islam et de diriger les prières.

Ces différentes couches sociales vivaient en parfaite harmonie, car il y avait une complémentarité entre elles. Payenne a été en quelque sorte l'arbre généalogique des familles Dieng, Fall, Ngane, Samb, Mbow et Thiam et même des descendants Ibra Déguène Diop.

Le village était très hiérarchisé. Le respect mutuel et la concertation sont le ciment qui permettait de maintenir la cohésion sociale. Chaque catégorie sociale jouait son rôle.

Le chef de village est toujours l'ainé de la famille des Dieng, descendant de Moussé Mboré Dieng. La décision finale est toujours prise par le chef du village mais après concertation avec le collectif des notables. Le chef défendait les intérêts des populations auprès des chefs traditionnels. Toute sa démarche est basée sur la défense des intérêts, de la dignité et de la quiétude des habitants.

Le collectif des notables était composé de l'ainé de chaque composante : les griots, les cordonniers, les forgerons, les marabouts et les descendants du fondateur de Payenne, en l'occurrence les Faye ou les Paye partis s'installer à Dakar, dans le Cap-Vert.

Les habitants de Payenne avaient comme activités l'agriculture et l'élevage. Ils cultivaient du manioc, du mil, de l'arachide et du niébé. Le manioc et le mil étaient et sont encore la base de leur alimentation. Pour l'élevage extensif, il y avait des vaches, des moutons et des chèvres.

A Payenne, la solidarité a toujours été la valeur la mieux partagée. Chaque famille

disposait d'un champ de manioc en prévision des périodes de soudure. La sécurité alimentaire a été toujours une préoccupation des habitants.

Les enjeux de développement sont entre autres : la maîtrise de l'eau pour le développement d'activités de contre saison, la gestion et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles pour une agriculture durable, réduire l'exode rural à partir d'une diversification des activités agro sylvo pastorale.

Mais Payenne s'est modernisé aujourd'hui. Pas comme en ville, mais en restant sur le tempo de l'évolution vers le développement local et social. A preuve, une certaine bonne compréhension de la sécurité alimentaire y fait son petit bonhomme de chemin. *"Si mes enfants aiment le couscous et le mangent bien aujourd'hui, c'est parce qu'ils savent que leurs parents produisent suffisamment de mil et de manioc et avec leur participation. Nourrissant, le couscous est toujours bien préparé et régulièrement servi au dîner. Tous en raffolent"*, témoigne Awa Diop. Son biodigesteur (lire encadré) est un autre signe de modernisation très loin du bœuf de Youga Faly Faye fondateur de Payenne.

Narration : Doudou Samb, communicateur traditionnel à l'UGPM

HOMMAGE

A Mame' Bineta Seck, relais communautaire de l'Ong WWI

Ton décès, vendredi, en cette fin de matinée, fin mars, a surpris plus d'un. Mais après les longs sanglots, que de bonnes paroles pour dire ton infini bonté, ta grande spiritualité et ta bienveillance vagabonde à l'égard des tes proches, de tes collègues et autres villageois des terroirs de Réfane, Ndérépp et Lambaye.

A Ndongue, au deuil, beaucoup ont témoigné de ta grande piété fondée sur une excellente maîtrise du coran. D'autres ont loué ton engagement et ton travail bénévole abattu envers les femmes rurales dans tes activités de développement, de sensibilisation sur les programmes nutritionnels et sanitaires au profit de la survie de l'enfant.

Adieu Mame !

**Nos prières t'accompagnent... et pour toujours
Ton frère Madieng Seck**



AVIS DE DECES

Serigne Cheikh Maty Lèye Mbacké, khalife général des mourides à Touba

Serigne Cheikh Sèye, à Ngouye/Lambaye, Marabout de la défunte

Famille feu El H Mouhamadou Seck, marabout à Louloupe/Lambaye, père de la défunte

Famille El H Mor Talla Ndiaye à Usine bène tally, notable au Parc Lambaye Av Lamine Guèye à Dakar, cousin de la défunte

Famille El H Ibra Déguène Diop à Guédiawaye, notable au Parc Lambaye Pikine, cousin de la défunte

Famille Seyni Sèye et Grand-mère Amy Sène à Ndongue/Lambaye,

Saliou Sèye à Turin (Italie) époux de la défunte, Djadji Seck, Imam à Louloupe/Lambaye, frère de la défunte

Bamba Sèye, fils de la défunte

Madieng Seck journaliste à l'Agence de presse Syfia international et directeur de publication du mensuel Agri Infos, frère de la défunte,

les parents, amis et alliés, ont la profonde douleur de vous faire part du décès de Sokhna Mame Bineta Seck, relais communautaire à l'Ong World vision international, membre de Slow Food international, décès survenu le vendredi 29 mars 2013 à Dakar. L'enterrement a eu lieu à Touba.



A Payenne, la révolution du biodigesteur

Créé en 1988, le groupement paysan "And Jef" de Payenne compte aujourd'hui 76 membres (56 femmes contre 20 hommes) qui ont mis en place une "calebasse de solidarité" leur servant de caisse. Ce système non contraignant, favorise le libre versement de sommes (non fixées) dans la calebasse lors des réunions. "And Jef" de Payenne s'active dans l'agriculture. Il dispose de magasins de stockage de produits agricoles (arachide, mil, niébé, etc. en vue de leur commercialisation en période de semis). Avec l'appui de ses partenaires, le groupement est doté d'une banque de céréales, d'un moulin à mil et d'un centre de formation qui abrite les réunions. Grâce à l'intervention du Centre Interprofessionnel de formation aux métiers de l'agriculture (Cifa) à St-Louis, "And Jef" de Payenne a bénéficié de nombreuses formations en genre et leadership, ainsi que l'élaboration de projets qui sont de véritables mécanismes de promotion socio-économique et de maintien des populations dans le métier de l'agriculture. Cifa initié un projet intitulé : Les Savoirs des Gens de la Terre (LSGT). Projet, ancré dans la dynamique de développement local et qui met l'accent sur deux volets : la formation et le financement. L'approche utilisée dans LSGT c'est de faire représenter chaque famille du village (un membre par famille) dans les séances de formation. Les formations s'effectuent sur une durée de 15 mois et aboutissent à la formulation par chaque participant d'un projet agricole et de son financement par le CIFA. Ainsi, "And Jef" de Payenne a bénéficié de 47 projets individuels dont 15 pour les hommes, 32 pour les femmes. De par ce système, les bénéficiaires ont pu réaliser des projets d'embouche bovine, de production agricole, etc. Fait notable, la réalisation par Cifa chez Mme Awa Diop, membre du groupement de Payenne, d'un utile biodigesteur qui lui permet de disposer de biogaz pour la cuisine et l'éclairage, ainsi que d'un micro potager. A l'occasion du 4^{ème} Forum international Planète Terroirs tenu le 5 mars à Mékhé, des femmes rurales ont pu mesurer l'impact de ce biodigesteur et son rôle dans la protection de l'environnement. Toute chose qui assure une véritable promotion socio-économique aussi bien des femmes que des jeunes pour qui : "Obtenir 1500 F cfa au village, vaut mieux que d'avoir 5000 F cfa à Dakar". D'où la revalorisation de l'identité paysanne.

NDÈYE COUMBA DIOUF (IPAR)

SOUVENIR

Marie FALL SECK

05 mai 2007- 05 Mai 2013

voilà 6 ans déjà

Ton époux Madieng SECK, tes enfants, tes parents se souviennent de toi

Repose en paix

Fatiha + 11 Likhlass



SEMENCES : RIZ

Les femmes de Casamance misent sur les semences paysannes

(Jade/Syfia) Au nom des ancêtres, de la souveraineté alimentaire et de la création de richesse au Sénégal, les femmes rurales d'Afrique de l'Ouest, notamment celle de la verte Casamance ont manifesté mi février à Dakar leur désir d'un retour vers une agriculture familiale saine et durable. Pour ce faire, elles misent sur les semences paysannes pour développer la culture du riz local en vue d'une meilleure sécurité alimentaire.

Madame Mariama Sonko, productrice diola et membre de la fédération régionale des groupements de promotion féminin de Ziguinchor, a tenu ses propos à l'occasion de la manifestation de femmes rurales d'Afrique de l'Ouest autour du slogan : "Nous sommes à la solution". La rencontre a été organisée par l'Ong Fahamu, sous l'égide de l'Ong Agrécol.

Au cours de son exposé sur : "Le rôle des femmes dans la conservation des semences en pays Diola", Mariama Sonko a d'abord présenté la Casamance comme la région la plus arrosée avec 1200 mm/an de pluie, contre 300 à 400 mm au nord du Sénégal. Ce qui fait qu'elle jouit d'un climat de type tropical humide avec de longues saisons de pluies et une végétation abondante. Parlant de la paysanne de Casamance, elle dira que celle-ci, avait et a encore de très grandes connaissances techniques héritées des ancêtres. Des connaissances techniques pour sélectionner des semences paysannes de riz, afin d'assurer et de perpétuer les variétés locales. "Chez le Diola les semences sont sacrées. Parce qu'elles permettent de faire des sacrifices, mais aussi, parce que le manque de semences dans la famille est un déshonneur qui rime avec pauvreté et dégradation aux yeux de la famille, gens du village

et de la communauté", explique Mariama Sonko, qui se bat pour le retour aux semences paysannes dans sa région naturelle de Casamance dominée par l'ethnie Diola (61%) qui pratique beaucoup la culture du riz. Selon cette femme rurale, la disparition des variétés locales seraient une grande perte pour la biodiversité avec notamment, la disparition de plusieurs variétés. Conséquences : dépendance de l'extérieur, dégradation de "le Diola est trop attaché à son riz qui est signe de richesse et de liberté...". Aujourd'hui pour garder cette liberté, Mariama Sonko travaille ensemble avec ses sœurs pour une agriculture saine et durable. "Dans mon village, à Niaguiss (Dept Ziguinchor:Ndlr), on a mis en place un magasin de stockage d'engrais bio que nous fabriquons nous-mêmes à partir des techniques de compostage. On a aussi mis en place des



banques semencières.", affirme Mariama devant un public de femmes venues nombreuses répondre à l'appel de Fahamu.

En guise de conclusion Mariama Sonko a émis à l'endroit de ses sœurs plusieurs recommandations parmi lesquelles : le

renforcement de la production de variétés locales de riz, le renforcement de la formation des jeunes agricultrices en valorisant l'expertise locale, l'appui de la Campagne Panafricaine "Nous sommes la solution; Célébrons l'agriculture Familiale Africaine"

Matam : la campagne agricole 2012/2013 meilleure que les précédentes

(APS) - Le directeur régional du développement rural de Matam (DRDR), Ibrahima Guèye, a indiqué que les résultats de la campagne agricole 2012-2013, dans cette région, sont dans l'ensemble meilleurs, en comparaison avec les années précédentes.

Cette performance s'explique par la mise en place à temps des intrants agricoles dans les différentes zones agricoles, une pluviométrie excédentaire, une situation phytosanitaire maîtrisée et un bon suivi de la campagne. Dans la région de Matam, le climat et la présence d'une eau abonde grâce au fleuve Sénégal offrent des conditions exceptionnelles. Ainsi, en plus des cultures sous pluie et de décrue, l'irrigation permet une diversification des cultures. Les principales cultures pratiquées sont le mil-sorgho, le maïs, le niébé, le riz, la patate douce et l'arachide. Pour la campagne 2012/2013, les superficies irriguées emblavées, dans l'ensemble de la région, s'élèvent à 4759,76 hectares, contre 4900,09 lors de la campagne 2011/2012. Le rendement est dans l'ensemble satisfaisant et cela malgré les contraintes, comme les inondations et le manque de tracteurs

Pour la campagne d'hivernage, l'échelonnement de la récolte

du riz et de la date des semis, le manque de tracteurs, les inondations et l'invasion des oiseaux granivores ont été les difficultés majeures rencontrées par les paysans. L'Etat a ainsi subventionné les semences et les engrais, pour un coût de 762, 401 millions de F cfa pour la campagne agricole 2012/13, contre 350, 898 millions de Fcfa, lors de la précédente campagne. Malgré l'inondation suffisante des cuvettes de décantation, la campagne de décrue a été un échec, avec l'abandon de certaines terres du Walo, nom désignant la partie de la région concernée par la crue du fleuve Sénégal. Pour cette année, les productions agricoles sont estimées environ à 12, 876 milliards de F cfa, contre 5, 353 milliards F cfa en 2010/2011, soit une hausse de 7, 523 milliards en valeur absolue, et 58,43% en valeur relative. Cette estimation ne tient toutefois pas compte des cultures de décrue et celles de la contre saison en cours.

S'agissant de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCAS) du Sénégal, elle a financé 88 dossiers pour 2 600 hectares à raison de 340 361 239 F cfa.

ECHOS DES CEREALES

Période du 10 au 22 mai 2013

Céréales/Prix/Kg	Riz local	Fonio	Riz importé non parfumé	Mil	Maïs	Sorgho
Régions et Marchés						
Dakar (Castors)	Indisponible	1 500 F cfa	280 F cfa	300 F cfa	280 F cfa	
Saint Louis (Mpal)	260 F cfa	Indisponible	280 F cfa	250 F cfa	230 F cfa	-
Diourbel/Dramé Escale)	-	Indisponible	-	F cfa	F cfa	-
Thiès	Indisponible	-	290 F cfa	300 F cfa	250 F cfa	-
Diourbel/Ndangalma	280 F cfa	Indisponible	F cfa	200 F cfa	250 F cfa	-
Matam	250 F cfa	Indisponible	290 F cfa	290 F cfa	270 F cfa	-
Kédougou	-	750 F cfa	300 F cfa	300 F cfa	300 F cfa	-
Louga	280 F cfa	Indisponible	280 F cfa	275 F cfa	250 F cfa	-